
« La Peur » : le pogrom de Kielce et l'antisémitisme en Pologne après la Shoah

Roland Baumann



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cmc/848>

DOI : 10.4000/cmc.848

ISSN : 2684-3080

Éditeur

Fondation de la Mémoire Contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2006

Pagination : 195-203

ISSN : 1377-1256

Référence électronique

Roland Baumann, « « La Peur » : le pogrom de Kielce et l'antisémitisme en Pologne après la Shoah », *Les Cahiers de la Mémoire Contemporaine* [En ligne], 7 | 2006, mis en ligne le 01 octobre 2020, consulté le 30 octobre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cmc/848> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cmc.848>

Les Cahiers de la mémoire contemporaine

Note de lecture

***La Peur :* le pogrom de Kielce et l'antisémitisme en Pologne après la Shoah**

Roland Baumann

Jan Tomasz Gross, *Fear : Antisemitism in Poland after Auschwitz. An Essay in Historical Interpretation*, Princeton-Oxford, Stanford University Press, 2006.

Agata Tuszynska, *Une histoire familiale de la peur*, traduit par Jean-Yves Erhel, Paris, Grasset, 2006.

En 2000, Jan Tomasz Gross, historien et sociologue américain d'origine polonaise, confrontait brutalement les Polonais à un pan occulté de leur histoire nationale en publiant une étude sur l'extermination des Juifs de Jedwabne, un *shtetl* de Podlasie, le 10 juillet 1941¹. Gross montrait qu'une véritable conspiration du silence avait dissimulé la réalité de ce massacre, commis au début de l'invasion de l'Union soviétique, non par les nazis, mais par des Polonais, catholiques, mettant sauvagement à mort leurs voisins juifs, eux aussi citoyens polonais. De même que d'autres massacres, perpétrés à l'été 1941 dans différentes localités de l'Est de la Pologne par des Polonais chrétiens contre des Juifs polonais, ce « pogrom oublié », même s'il avait été commis à l'instigation des Allemands, mettait en pièces l'image glorieuse de la nation résistante et martyre, victime des deux totalitarismes. Publié d'abord en polonais, puis en anglais, traduit ensuite en français, le livre de Gross déclenchait un intense débat national entre historiens et au sein du monde politique, poussant le gouvernement polonais à charger l'Institut de la Mémoire nationale

¹ J. T. Gross, *Sasiedzi. Historia zaglady zydowskiego miasteczka*, Sejny, Fundacja Pogranicze, 2000.

(*Instytut Pamięci Narodowej* ou IPN) de mener une enquête². Le 10 juillet 2001, à Jedwabne, une cérémonie était organisée à la mémoire de cette communauté juive anéantie, avec la participation du président de la République – dont le discours très remarqué reconnaissait que le massacre avait été commis par des Polonais³. Sans pour autant inciter les Polonais à admettre leur part de responsabilités dans l'extermination de 90 % de leurs concitoyens juifs par les nazis en 1939-1945, *Les voisins* a inspiré un renouveau de l'historiographie polonaise sur la Shoah, exprimant des points de vue plus critiques sur les attitudes de la population face à la « solution finale », et initiant un véritable débat à propos de l'antisémitisme⁴.

Dans son dernier livre, *Fear*, « La peur », Gross évoque le pogrom de Kielce, le 4 juillet 1946, et propose une analyse historique de la vague de violences antisémites qui, après la défaite du nazisme, contribuent à chasser du pays la majorité des rescapés de la Shoah. L'auteur s'interroge : comment expliquer que dans l'immédiat après-guerre ceux qui ont caché des Juifs font le plus souvent tout pour éviter que leurs actes de solidarité soient connus des autres Polonais ? Pourtant, dès 1946, l'Église affirme avec orgueil que c'est grâce à la compassion chrétienne de leurs voisins polonais que tant de Juifs ont survécu...

Rassemblant les nombreuses sources sur la période de quasi-guerre civile qui, dès la fin de l'occupation allemande, accompagne l'imposition d'un ordre nouveau par les Soviétiques et les communistes polonais, Gross explique la virulence de l'antisémitisme ambiant par les complicités polonaises dans la « solution finale ». Il met en pièces les thèses polonaises qui attribuent cette vague de haine populaire antisémite au prétendu soutien donné par les Juifs au pouvoir communiste et à leur engagement massif dans l'appareil de répression stalinien. Comme le montre Gross, les communistes, tant soviétiques que polonais, sont tout à fait indifférents aux souffrances des survivants de

² *Id.*, *Neighbors : The Destruction of the Jewish Community in Jedwabne*, Princeton University Press, 2001 ; *Les voisins. 10 juillet 1941 : un massacre de Juifs en Pologne*, Paris, Fayard, 2002. Pour le débat, voir A. Polonsky et J. B. Michlic (éds.), *The Neighbors respond : The Controversy over the Jedwabne Massacre in Poland*, Princeton University Press, 2004. Voir aussi A. Mingelgrün, « Quelques échos des Voisins de Jedwabne dans le *Times Literary Supplement* », dans *Les Cahiers de la Mémoire contemporaine*, n° 4, 2002, pp. 283-287.

³ J.-J. Bozonnet, « Le pogrom refoulé de Jedwabne », dans *Le Monde*, 10 juillet 2001.

⁴ Voir R. Blobaum (éd.), *Antisemitism and its Opponents in Modern Poland*, New York, 2005.

la Shoah. Bien au contraire, l'antisémitisme de Staline pousse à une alliance tacite entre le nouveau pouvoir et la société polonaise, en particulier avec tous ceux qui ont profité de l'extermination et participé activement à la spoliation des Juifs, pillant leurs biens, s'appropriant leurs habitations, etc.

Comment comprendre qu'une société qui organisa le mouvement de résistance le plus formidable de toute l'Europe occupée était en même temps agitée par une telle détestation du Juif, plus virulente et meurtrière encore après la défaite du nazisme, en 1945-46, qu'avant septembre 1939 ? Dans sa reconstruction de l'antisémitisme « après Auschwitz », Gross met notamment en valeur le témoignage d'observateurs étrangers, tel le philosophe français Emmanuel Mounier qui, au printemps 1946, constate le climat de terreur antisémite sévissant alors dans les campagnes polonaises et poussant les survivants de la Shoah, pour la plupart revenus d'URSS, à émigrer vers l'Ouest et vers la Palestine⁵. Accueillis avec hostilité dans leurs localités d'origine, les Juifs sont victimes des exactions de la police et des autorités, complices des habitants pour les empêcher de récupérer leurs biens. Les nouveaux pouvoirs publics participent activement à la spoliation, plaçant sous la tutelle de l'État les biens juifs en déshérence. Les recherches menées par l'IPN à propos de Jedwabne révèlent que des centaines de procès sont entamés après la guerre contre des Polonais qui ont participé à l'extermination. En général, ces poursuites judiciaires sont vite étouffées par les autorités communistes. Gross documente la généralisation de pratiques antisémites par les autorités locales en 1945-1946, avant le pogrom de Kielce...

Les forces de l'ordre jouent un rôle majeur dans les violences antisémites. En juin 1945, à Rzeszów, la milice, c'est-à-dire la police, répand la rumeur que les Juifs rentrés des camps ont besoin de sang pour se fortifier ! Soupçonné du meurtre d'une petite fille, Jonas Landesman est détenu sans preuves pendant plus de deux mois et maltraité tant par ses codétenus que par les gardiens. Le 11 août 1945, à Cracovie, la populace, conduite par des miliciens et des soldats, attaque une synagogue du quartier de Kazimierz, suite à une rumeur de meurtre d'enfant. Des Juifs sont tués. Les blessés sont maltraités à

⁵ E. Mounier, « L'ordre règne-t-il à Varsovie ? », dans *Esprit*, juin 1946. Cité par J. T. Gross, *op.cit.*, pp. 34-35.

l'hôpital. Le 4 juillet 1946 à Kielce, un garçon de 8 ans prétend avoir été séquestré par les Juifs dans la cave de la maison communautaire juive, située 7 rue Planty, au centre de la ville. Ce bâtiment n'a pas de cave. Néanmoins la milice, puis la police de sécurité (*Urząd Bezpieczeństwa* ou UB, littéralement « bureau de la sécurité ») et aussi l'armée, participent activement à l'assaut de l'édifice et au lynchage de ses occupants par la foule. L'après-midi, les ouvriers de la fonderie locale viennent prêter main-forte aux assaillants. Alerté, le secrétaire local du Parti communiste ne veut pas intervenir. De même, toutes les autorités légales concernées refusent de protéger les Juifs. Le cas le plus significatif de ce déchaînement de violence populaire, selon Gross, est l'assassinat de Regina Fisz et de son bébé, enlevés à leur domicile, par un commando improvisé de tueurs, composé d'un policier, un cordonnier, un boulanger, le concierge de la mairie, et un camionneur. Une fois la mère et son enfant abattus, ces parfaits étrangers font plus ample connaissance. Poursuivant leur conversation autour d'un bon repas, ils se partagent le butin⁶. Un autre massacre se déroule le même jour à la gare de Kielce avec la participation active du personnel des chemins de fer et de boy-scouts : les voyageurs identifiés comme juifs (notamment par les scouts) sont lapidés et achevés à la barre de fer ou tués par les balles des gardes ferroviaires. D'autres Juifs sont massacrés en différents endroits sur les lignes de chemin de fer qui passent par Kielce. De nombreuses victimes ne seront pas identifiées. Toutes sont méthodiquement assassinées et entièrement dépouillées. Dans cette journée de "justice populaire", le pillage accompagne toujours le meurtre...

Après ce bain de sang, qui, officiellement, coûte la vie à 42 Juifs, le Parti communiste essuie un échec retentissant lorsqu'il essaie de mobiliser les ouvriers contre les auteurs de pogrom. Des milliers de travailleurs font grève à Łódź pour protester contre la condamnation à mort d'une poignée de responsables du massacre qui ont été arrêtés et sont condamnés au terme d'un procès expéditif, qui évite d'examiner les responsabilités des forces de l'ordre. Voyant que "les masses" manifestent clairement leur soutien aux responsables du pogrom, le secrétariat du comité central du Parti communiste, réuni fin juillet 46,

⁶ J. T. Gross, *op.cit.*, pp. 104-108.

propose de faciliter l'émigration des Juifs. Après Kielce, un projet de décret contre l'antisémitisme, qui avait été introduit en août 45 suite au pogrom de Cracovie, est définitivement classé sans suites par le pouvoir central. Stupéfaits par la barbarie du massacre, des intellectuels polonais s'insurgent, dénoncent l'antisémitisme qui infecte tous les niveaux de la société, mais leur discours reste minoritaire. Tout comme le rapport rédigé par Jan Karski en février 1940, informant le gouvernement polonais en exil que les mesures antisémites des nazis sont bien reçues par la population polonaise, l'indignation des intellectuels après le pogrom de Kielce n'aura aucune influence sur le cours ultérieur de l'histoire⁷.

La hiérarchie de l'Église refuse de condamner cette vague d'antisémitisme. Seul l'évêque de Czeszochowa, Mgr Kubina, a le courage de dénoncer publiquement les accusations de meurtres rituels et le pogrom de Kielce, mais il sera censuré par l'épiscopat. Le primat de Pologne, le cardinal Hlond, nie le caractère raciste de la tragédie, rappelle que les Juifs doivent la vie aux Polonais et affirme que ceux-ci sont les vraies victimes des persécutions du pouvoir communiste, auquel les Juifs sont étroitement associés. Un rapport officieux produit par l'évêque de Kielce attribue le pogrom à un complot juif destiné à forcer la main aux Anglais en Palestine en dénonçant à l'opinion publique mondiale les persécutions dont les Juifs sont victimes en Europe de l'Est... Gross montre qu'après la guerre, l'économie morale de la société polonaise dans son ensemble autorise le meurtre de Juifs. Ni les communistes ni l'Église ne veulent admettre l'engagement massif de Polonais "normaux" dans le pogrom de Kielce. Durant la Shoah, la majorité des Polonais ont assisté dans l'indifférence à l'extermination des Juifs et ont pu se réjouir de voir les Allemands les débarrasser de cette minorité nationale, en particulier durant de la révolte du ghetto de Varsovie. Comme l'écrit dans un rapport de septembre 1941, au gouvernement polonais en exil à Londres, le général Rowecki, commandant en chef de la résistance armée (la future Armée de l'Intérieur, *Armia Krajowa* – AK), la majorité du pays est antisémite, y compris les socialistes⁸.

⁷ *Ibid.*, pp. 176-178.

⁸ *Ibid.*, pp. 175-176.

Gross s'attaque au mythe du « judéo-communisme » : dans l'entre-deux-guerres, l'écrasante majorité des Juifs de Pologne soutiennent le gouvernement du maréchal Pilsudski. Dans un pays de 35 millions d'habitants, le Parti communiste représente alors moins de 30.000 membres, dont 25 % de Juifs. Très présents au niveau des cadres et du comité central du parti, ces Juifs communistes sont pour la plupart liquidés en 1938, lorsque Staline ordonne la dissolution du Parti communiste polonais. Gross analyse la montée de l'antisémitisme en URSS, en particulier durant la « guerre patriotique » en 1941-1945 : Staline pousse à l'élimination des Juifs dans les institutions soviétiques. En fait, ce sont les Polonais qui affluent au Parti ouvrier polonais (le nouveau parti communiste fondé en 1941), lequel compte 20.000 membres en juillet 1944 et plus d'un demi-million début 1947. De même, l'appareil de répression du pouvoir mis en place par les Soviétiques en Pologne (forces de sécurité, milice, etc.) est constitué en majorité de jeunes Polonais, peu instruits et antisémites. Gross souligne que dès la défaite allemande, en Pologne, Hongrie et Roumanie, les partis communistes recrutent parmi les anciens membres des partis fascistes locaux afin de donner une base sociale plus large à leur pouvoir. Les communistes n'hésitent pas à exploiter la xénophobie et les préjugés ethniques ambiants afin de se présenter aux masses comme l'incarnation des intérêts nationaux.

Jan Gross n'est pas l'équivalent pour la Pologne d'un Goldhagen, comme le suggère Norman Finkelstein⁹. Il travaille de longue date sur l'histoire polonaise en 1939-1945. Il est en effet l'auteur d'une monographie historique et sociologique sur la résistance de la société polonaise durant l'occupation allemande¹⁰. Il y décrit et analyse l'organisation d'une véritable société parallèle, fonctionnant dans la clandestinité et à laquelle participent une majorité de Polonais, dont la diversité socio-économique et politique est représentative de l'ensemble de la population, des communistes à l'extrême droite. Mais, tout en dressant ce panorama de la Pologne combattante, héroïque et martyre, Gross note le processus de « démoralisation » induit par la brutalité de

⁹ N. Finkelstein, « Goldhagen for beginners : A Comment on Jan T. Gross's *Neighbors* ». Le texte est disponible sous <http://www.normanfinkelstein.com/article.php?pg=3&ar=7>. Une version polonaise abrégée en est parue dans le quotidien *Rzeczpospolita*, 20.6.2001.

¹⁰ J. T. Gross, *Polish Society Under the German Occupation – Generalgouvernement, 1939-1944*, Princeton, 1979.

l'occupation et qui affecte à divers degrés de larges secteurs de la population (délation, marché noir, essor de la criminalité, etc.).

Gross est aussi l'auteur d'une étude sur l'occupation soviétique des régions orientales de la Pologne en 1939-1941¹¹. Publié avant l'avènement de la démocratie, cet ouvrage a fait l'objet d'une réédition, suite au succès de *Neighbors*, mais n'a pas encore été traduit en polonais. Cette réédition comporte un « supplément historiographique » qui, à la lumière de Jedwabne et des changements survenus dans la politique de mémoire et l'historiographie polonaises depuis 1989, plonge au cœur du contentieux entre les Juifs et la Pologne¹². Gross y aborde en effet des questions fondamentales, profondément dérangeantes pour la majorité des universitaires polonais, y compris ceux qui contribuent activement au dialogue entre Polonais et Juifs¹³. Comment se fait-il, demande Gross, qu'au sein d'une société si massivement engagée au quotidien dans l'illégalité et la résistance, seule une minorité de personnes sont prêtes à risquer leur vie et celle de leur famille en aidant les Juifs ? Pourquoi, dans la mémoire des témoins, porter secours aux Juifs semble-t-il rétrospectivement bien plus dangereux que de rejoindre la résistance ? Selon Gross, c'est parce que la majorité de la population se montre indifférente au sort des Juifs que les Allemands appliquent systématiquement la peine de mort aux Polonais qui aident les Juifs et que cette assistance sera si difficile et périlleuse¹⁴. La précarité de la survie d'un Juif vivant dans la clandestinité parmi les Polonais, "du côté aryen", est étroitement liée à l'hostilité diffuse et généralisée dont sont victimes les Juifs durant toute l'occupation. Ce climat antisémite représente un danger permanent pour le Juif et « l'aryen » qui le cache, tous deux à la merci de la dénonciation d'un simple passant, d'un concierge, du voisin, de l'enfant qui joue dans la cour d'un immeuble... Ce sont tous ces « Polonais ordinaires », et non les maîtres chanteurs, qui font courir les

¹¹ J. T. Gross, *Revolution from Abroad : The Soviet Conquest of Poland's Western Ukraine and Western Belorussia*, Princeton, 1988.

¹² J. T. Gross, *ibid.*, 2002, pp. 241-287.

¹³ Voir M. Kozłowski, « Did Poles save Jews during the Holocaust ? », dans Forum for Dialogue Among Nations – American Jewish Committee (éds.), *Difficult Questions in Polish-Jewish Dialogue. How Poles and Jews See Each Other : A Dialogue on Key Issues in Polish-Jewish Relations*, Varsovie, 2006, pp. 66-75.

¹⁴ *Ibid.*, p. 248.

plus grands dangers aux Juifs et à leurs sauveurs. Peu de Polonais aident les Juifs et, vu le vide social entourant de tels actes de solidarité, il est beaucoup plus dangereux d'aider des Juifs que de s'engager dans la résistance anti-allemande. Alors que le travail clandestin pour la Résistance et le marché noir marquent le refus de l'écrasante majorité des Polonais d'appliquer les ordonnances allemandes, ici seuls des "déviant" sont solidaires des Juifs et leur comportement minoritaire, censuré par leur propre communauté, se voit sanctionné d'autant plus sévèrement par les nazis. En conclusion de cet essai, Gross s'interroge sur l'enseignement de la Shoah en Pologne, absent du curriculum à l'époque communiste et encore peu présent aujourd'hui. C'est pourtant un chapitre central de l'histoire des Juifs d'Europe et aussi de l'histoire polonaise. Y a-t-il beaucoup d'autres épisodes de l'histoire polonaise empreints d'une telle résonance universelle ?¹⁵ Alors que la Shoah est le fait central de l'histoire de la Pologne en 1939-1945, l'historiographie polonaise maintient deux histoires séparées : une histoire polonaise et une histoire pour les Juifs.

La traduction française du récit autobiographique d'Agata Tuszynska, paru en Pologne en 2005, décrit au quotidien la réalité intime et trans-générationnelle de cette « peur » qui, selon Gross, caractérise la vie juive en Pologne après Auschwitz. Femme de lettres et de théâtre, figure emblématique de la jeune littérature polonaise, Tuszynska était dans ses publications antérieures, sur le « monde englouti » de Isaac B. Singer et Bruno Schulz, une Polonaise catholique, fascinée par le passé juif de la Pologne¹⁶. Son autobiographie familiale nous révèle qu'elle est née de mère juive. Décrivant les destins contrastés de sa famille, Tuszynska caractérise l'identité juive en Pologne après Auschwitz : « Neuf Juifs sur dix vivant en Pologne avant la guerre avaient péri. Mais personne ne peut vivre dans un cimetière, surtout après pareil cataclysme. Le monde de la vie était un monde polonais. [...] Les Polonais, c'était la vie ; les Juifs, c'était la mort. Les Juifs n'étaient associés à rien d'autre qu'à la mort. Le mot

¹⁵ *Ibid.*, p. 287.

¹⁶ A. Tuszynska, *Les disciples de Schulz*, Paris, Noir sur Blanc, 2001 ; *Ead.*, *Singer, paysages de la mémoire*, Paris, Noir sur Blanc, 2002.

"juif", même lorsqu'on se l'adressait à soi-même, était maudit. »¹⁷ L'antisémitisme polonais est peut-être devenu moins actif, « mais il suffit de gratter ne serait-ce qu'un peu, il reprend vie aussitôt » lui dit son oncle, qui veut la dissuader de publier cette histoire familiale dans laquelle elle montre au grand-jour sa judéité¹⁸.

La politique de mémoire menée par le nouveau président de la République polonaise, semble juxtaposer le renouveau nationaliste et le souci de donner une image d'ouverture et de changement, en particulier dans les relations entre Polonais et Juifs. À sa sortie en juillet 2006, *Fear* a été l'objet d'une vive polémique dans les médias polonais, prolongeant le débat à propos de Jedwabne, mais cette fois dans un contexte politique bien différent. Membre de l'Union européenne et dirigée par une coalition de partis populistes, le pays semblait plus que jamais tiraillé entre ses velléités nationalistes, son atlantisme et ses volontés d'ouverture à la modernité et à l'économie globale.

La publication en janvier 2008 de la traduction polonaise du livre de Gross a rallumé la polémique, incitant notamment le procureur de la République à examiner l'ouvrage pour décider d'éventuelles poursuites judiciaires contre l'auteur, qui diffamerait la nation polonaise¹⁹.

¹⁷ *Ead.*, *Une histoire...*, p. 440.

¹⁸ *Ibid.*, p. 478.

¹⁹ I. Ostapkowicz, « Un livre relance le débat sur l'antisémitisme », dans *Le Courrier international*, 11.1.2008.